



028

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° /AONR/MINTP/CIPM-TERI/2026 DU

13 AVR 2026

POUR LE CONTROLE TECHNIQUE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINS TRONÇONS DES ROUTES REGIONALES R0106 ET R0125, AVEC TRAITEMENT AUX PRODUITS INNOVANTS DES POINTS CRITIQUES. TRONÇON 1 : FIN GOUDRON NDIKINIMEKI-VILLAGE NDIKOTI-NITOUKOU-NDOMG (LIMITE SANAGA MARITIME) AVEC CONSTRUCTION DE DALOTS (25,900KM), TRONÇON 2 : BAFIA-BIAKOA (47.1 KM) ET TRONÇON 3 : BIAKOA - KORO - NTUI (33.6KM) DANS LA REGION DU CENTRE. FINANCEMENT : BIP-MINTP EXERCICES 2026 et 2027.

1. Objet de l'Appel d'Offres :

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement Camerounais un Appel d'Offres national Restreint pour le contrôle technique et surveillance des travaux d'entretien de certains tronçons des routes régionales R0106 et R0125, avec traitement aux produits innovants des points critiques. Tronçon 1 : fin goudron Ndikinimeki-Village Ndikoti-Nitoukou-Ndomg (Limite Sanaga Maritime) avec construction de dalots (25,900km), tronçon 2 : Bafia-Biakoa (47.1 km) et tronçon 3 : Biakoa - Koro - Ntui (33.6km) dans la Région du Centre.

2. Consistance des Prestations

Les prestations à réaliser dans le cadre du Marché comprennent les cinq (05) missions suivantes :

- Surveiller et contrôler la conformité des travaux exécutés aux exigences du cahier de charge;
- Rendre compte en temps réel au Maître d'Ouvrage de l'évolution de la situation des travaux sur le terrain ;
- Organiser les réunions hebdomadaires de suivi des travaux ;
- Proposer à la signature du Chef de Service des ordres de services nécessaires à la bonne exécution des travaux (certains pouvoirs pourront lui être délégués) ;
- Transmettre les rapports mensuels d'activités ;
- Veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement ;
- Veiller à l'établissement des plans de récolement.

3. Allotissement

Les prestations objet de l'Appel d'Offres sont constituées en un (01) lot unique présenté comme suit :

N° de lot	Région	Tronçons	Linéaire Estimé (Km)	Budget Prévisionnel TTC (FCFA)	Délai (mois)	Type d'intervention
1	Centre	Fin goudron Ndikinimeki-Village Ndikoti-Nitoukou-Ndomg (Limite Sanaga Maritime) avec construction de dalots	25,900	117 714 835	13	Contrôle technique et surveillance des travaux
		Bafia- Biakoa	47,1			
		Biakoa-Koro-Ntui	33,6			
TOTAL			106,6			

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **Cent dix-sept millions sept cent quatorze mille huit cent trente-cinq (117 714 835) Francs CFA** Toutes Taxes Comprises.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution est de treize (13) mois calendaires, Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions, à tous les Bureaux d'Etudes Techniques ou groupement de Bureaux d'Etudes Techniques de la **Catégorie A, B et C des sous-secteurs d'activités « routes »**.

7. Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2026 et 2027.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est « **exclusivement en ligne** ». Autrement dit, la soumission hors ligne n'est pas possible.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **trois cent mille (300 000) francs CFA** accompagné du récépissé de dépôt par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

La caution de soumission devra rester valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau centre administratif, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) .

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, aux heures ouvrables du Ministère des Travaux Publics, à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu dit centre

administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de Cent cinquante mille (150 000) Francs CFA, au titre d'achat de dossier.

Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boîte postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 18 MAI 2026 à 11 heures.

Une copie de sauvegarde non compressée des offres administrative et technique d'une part et de l'offre financière d'autre part, enregistrée séparément sur clé USB ou CD/DVD, accompagnée de l'accusé de réception sur la plateforme et l'original de la caution de soumission devront parvenir sous plis fermés et déposés à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, à Etoudi, et déposés contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

N° 028 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT /AONR/MINTP/CIPRI-TERI/2026 DU 15 AVR 2026, EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LE CONTROLE TECHNIQUE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DE CERTAINS TRONÇONS DES ROUTES REGIONALES R0106 ET R0125, AVEC TRAITEMENT AUX PRODUITS INNOVANTS DES POINTS CRITIQUES. TRONÇON 1 : FIN GOUDRON NDIKINIMEKI-VILLAGE NDIKOTI-NITOUKOU-NDOMG (LIMITE SANAGA MARITIME) AVEC CONSTRUCTION DE DALOTS (25,900KM), TRONÇON 2 : BAFIA-BIAKOA (47.1 KM) ET TRONÇON 3 : BIAKOA - KORO - NTUI (33.6KM) DANS LA REGION DU CENTRE. FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP, EXERCICES 2026 et 2027.
« COPIE DE SAUVEGARDE, ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION ET RECEPISSE DE DEPOT DELIVRE PAR LA CDEC)

Les tailles maximales des fichiers des dossiers (administrative, technique et financière) qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.
- Les formats acceptés sont les suivants :
- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

La plateforme COLEPS pour le dépôt des offres sera fermée après la date et l'heure limite de dépôt des offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des offres administrative et techniques ensuite financières se fera en deux temps par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, logée dans l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, 4^{ème} étage.

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

Le Maître d'Ouvrage publiera les résultats de l'analyse des Offres Administratives et Techniques avant l'ouverture des Offres financières.

NB : A l'issue de l'examen des pièces administratives et de l'évaluation des offres techniques, seules les entreprises ayant obtenu au moins la note minimale de 70 % seront admis à l'ouverture des offres financières, qui sera effectuée dans les mêmes conditions.

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

a) Dossier administratif incomplet pour :

- Absence du cautionnement de soumission timbrée à l'ouverture des plis ;
- Non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente, à l'exception de la caution de soumission.

b) Offre technique incomplète pour absence de l'un des éléments ci-après:

- Un Chef de Mission remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO, à savoir :
 - -Formation de base : Ingénieur du Génie Civil (BAC+5 ou plus) ;
 - -Expérience générale en BTP : au moins cinq (05) ans ;
 - -Expérience spécifique : avoir été au poste de Chef de Mission de contrôle ou Ingénieur de terrassement/chaussée dans au moins un (01) projet des travaux de route ;
- Une capacité financière d'un montant minimum de **40 millions de F CFA**, justifiée par une attestation signée par une Banque de premier ordre agréée par le MINFI ;
- L'attestation et rapport illustré de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un Marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
- Une note technique supérieure ou égale à 70/100 ;
- La charte d'intégrité signée et datée ;
- Engagement au respect des clauses sociales et environnementales signée et datée ;
- Possession en propre du matériel minimum suivant :
 - 02 véhicules pick-up 4x4 ;
 - 01 imprimante ;
 - 01 copieur ;
 - 01 ordinateur ;

c) Offre financière

I-Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces ci-après :

- La soumission signée et timbrée (voir modèle pièce 7.A) ;
- le bordereau des prix unitaire (BPU) suivant le modèle (pièce 6) avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page ;
- le Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises ;
- les sous - détail des prix unitaire quantifié paraphé à toutes les pages (voir modèle pièce 9.11) ;
- Un prix unitaire quantifié dans l'offre financière.

II-Omission dans l'offres financière d'un prix unitaire quantifié

- d) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou non authentique ;**
- e) Soumissionner avec la clé Coleps d'une autre entreprise ;**
- f) Non-respect du format de fichiers des offres en ligne ;**

15.2-Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base de la notation ci-dessous :

- Qualification des experts affectés à l'opération sur **60 points** ;
- Expérience du BET sur **25 points** ;
- Moyens techniques et matériels sur **15 points** ;

Le score technique minimum requis est de **70/100**

16. Attribution du Marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante et remplissant les critères administratives, techniques et financières requis.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant Cent-vingt (120) jours à partir de la date initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à ETOUDI, au lieu-dit nouveau centre administratif, tél : 222 22 92 34 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses

<http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

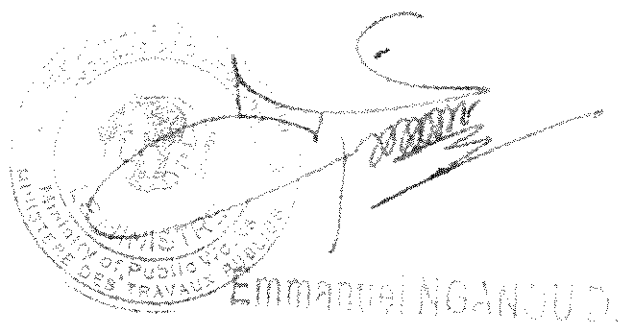
19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenue d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 13 AVR 2026



EMMARTIN NGANOU S.



028 LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No 028 /AONR/MINTP/CIPM-TERI/2026 OF 13 AVR 2026

FOR THE TECHNICAL CONTROL AND THE SUPERVISION OF MAINTENANCE WORKS ON SOME SECTIONS OF REGIONAL ROADS R0106 AND R0125, INCLUDING THE TREATMENT OF CRITICAL POINTS WITH INNOVATIVE PRODUCTS. SECTION 1: NDIKINIMEKI END OF TAR - NDIKOTI VILLAGE - NITOUKOU - NDOMG (SANAGA-MARITIME BORDER), INCLUDING THE CONSTRUCTION OF BOX CULVERTS (25.9 KM), SECTION 2: BAFIA - BIAKOA (47.1 KM) AND SECTION 3: BIAKOA - KORO - NTUI (33.6 KM) IN THE CENTRE REGION.

FINANCING: MINTP PIB, 2026 and 2027 FINANCIAL YEARS

1. Subject of the Call for Tenders

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, a Limited National Call for Tenders for the technical control and the supervision of maintenance works on some sections of Regional Roads R0106 and R0125, including the treatment of critical points with innovative products. Section 1: Ndikinimeki end of tar - Ndikoti Village - Nitoukou - Ndomg (Sanaga-Maritime border), including the construction of box culverts (25.9 km), section 2: Bafia - Biakoa (47.1 km) and section 3: Biakoa - Koro - Ntui (33.6 km) in the Centre Region.

2. Scope of Works

The services to be provided under the Contract includes the following five (5) missions:

- Supervising and controlling the compliance of the works carried out according to the specifications;
- Real time reporting to the Project Owner on the progress of works on the field;
- Organising weekly meetings to monitor the works;
- Proposing service orders, necessary for the proper execution of works, to the Contract Manager for signing (they may be delegated certain powers);
- Submitting monthly activity reports;
- Ensuring quality assurance and the implementation of environmental protection measures;
- Ensuring the drafting of post-completion drawing

3. Allotment

Services under this Call for Tenders shall be tendered for in **one (1)** lot as follows:

Lot No.	Region	Road Sections	Estimated Length (Km)	Estimated Budget, Including Taxes (CFAF)	Time Frame (Months)	Type of Intervention
1	Centre	Ndikinimeki end of tar - Ndikoti Village - Nitoukou - Ndomg (Sanaga-Maritime border), including the construction of box culverts	25.9	117,714,835	13	Technical control and supervision of works
		Bafia - Biakoa	47.1			
		Biakoa - Koro - Ntui	33.6			
TOTAL			106.6			

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of preliminary studies is **one hundred and seventeen million, seven hundred and fourteen thousand, eight hundred and thirty-five (117,714,835)**, CFAF francs, including taxes.

5. Estimated Execution Time Frame

The execution time frame for the provision of services shall be thirteen (13) calendar months, with effect from the date of notification of the Order to Commence Service Delivery.

6. Eligibility

Participation is open on equal terms to all **Categories A, B and C** technical consulting firms or consortia in the **"Roads" sub-sector of activity**.

7. Financing

The works under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget for the 2026 and 2027 Financial Years.

8. Bidding Method

The bidding method chosen for this consultation is **"exclusively online"**. In other words, physical tender submission shall not be applicable.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a bid bond, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender Documents, whose amount is **three hundred thousand (300,000)** CFA francs. This should be accompanied by the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC) and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders.

The bid bond must remain valid for up to thirty (30) days beyond the initial tender validity. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Ministry in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be consulted during working hours at the Ministry of Public Works in Yaounde, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of Block A of the headquarters building of the Ministry of Public Works, in the administrative neighbourhood at Etoudi, upon publication of this Call for Tenders.

Soft copies can also be accessed on the **COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>**, or on the website of the PCRA (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender Documents

Hard copies of Tender documents may be obtained during working hours in the Project Owner's offices at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters building at Etoudi, administrative centre, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **one hundred and ten thousand (150,000)** CFA francs.

Upon withdrawal of tender documents, tenderers shall be registered by indicating their full contact information (PO Box, Telephone numbers, Fax, Email, etc.).

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

It is also possible to obtain soft copies of Tender Documents by free download on the COLEPS platform via the addresses indicated above. However, online tendering shall be subject to the payment of Tender Documents purchase fee.

12. Submission of Tenders

Tenderers shall upload the bids on the COLEPS platform no later than 11:00 AM at 11 a.m.

Besides, an uncompressed backup copy of the administrative and technical bids, on the one hand, and the financial bid, on the other hand, saved separately on the USB drive or CD/DVD, bids accompanied by the acknowledgement of receipt on the platform and the original bid security, must be submitted in sealed envelopes to the Tenders Unit of the Contracts Directorate, located on the 4th floor of building A of the Ministry of Public Works headquarters building Etoudi, and delivered against a receipt. It shall bear the following:

No. **028** LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AONR/MINTP/CIPM-TERI/2026 OF **15 AVR 2026** IN
**EMERGENCE FOR THE TECHNICAL CONTROL AND THE SUPERVISION OF
MAINTENANCE WORKS ON SOME SECTIONS OF REGIONAL ROADS R0106
AND R0125, INCLUDING THE TREATMENT OF CRITICAL POINTS WITH
INNOVATIVE PRODUCTS. SECTION 1: NDIKINIMEKI END OF TAR -
NDIKOTI VILLAGE - NITOUKOU - NDONG (SANAGA-MARITIME BORDER),
INCLUDING THE CONSTRUCTION OF BOX CULVERTS (25.9 KM), SECTION
2: BAFIA - BIAKOA (47.1 KM) AND SECTION 3: BIAKOA - KORO - NTUI
(33.6 KM) IN THE CENTRE REGION. FINANCING: PUBLIC INVESTMENT
BUDGET, 2026 AND 2027 FINANCIAL YEARS.
“(BACKUP COPY, ORIGINAL BID BOND AND DEPOSIT RECEIPT FROM
CDEC)”**

The maximum size of the files (administrative, technical and financial offers) to be uploaded on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.
- Accepted formats shall include:
- PDF format for text documents;
- JPEG for pictures.

Candidates shall make sure that a compression software is used to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13. Bid Admissibility

The COLEPS platform for submitting tenders will be closed after the tender submission deadline.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond, established in keeping with the model indicated in the Tender Documents and issued by a

body or financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of Public Contracts, valid for thirty (30) days with effect from the expiration of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

14. Opening of Bids

Administrative, technical and financial offers shall be opened in two stages by the Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair Works at the Ministry of Public Works, located in the ministry of public works headquarters building, 4th floor.

All tenderers may attend the opening session or have themselves represented by a duly mandated person of their choice (even in the event of a consortium) with sound knowledge of their file.

The Project Owner shall publish the results of the evaluation of Administrative and Technical Bids before opening the Financial Bids.

Note: At the end of the evaluation of administrative documents and technical bids, only the contractors having obtained a score of at least 70% shall be admitted to the opening of financial bids, which shall be done under the same conditions.

15. Evaluation Criteria

15.1 - Eliminary Criteria

a) Incomplete administrative file due to:

- Absence of the stamped bid bond at the opening of tenders;
- Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the bid opening session despite the 48h-hour extension, except for the bid bond.

b) Incomplete technical offer due to the absence of one of the following elements:

- A Mission Head meeting the following specific qualification and experience requirements set out in the STR:
 - Basic training: Civil engineer (GCE A/L+5 at least);
 - General experience in the building and public works sector of at least five (5) years;
 - Specific experience: having worked as a Control Mission Head or Earthworks Engineer/Pavement Engineer on at least one (1) road construction project;
- A financing capacity of at least **40 million CFA francs**, as evidenced by a attestation delivered by a first-class bank approved by the MINFI;
- The illustrated site visit report and related attestation formally signed by the tenderer;
- A formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and is not on the list of failing companies drawn by the Ministry of Public contracts;
- A technical score of at least 70/100;
- The signed and dated integrity charter;
- The signed and dated commitment to respect social and environmental clauses;

- Proof of owning the following minimum equipment:
 - 2 4x4 pick-up vehicles;
 - 1 printer;
 - 1 photocopier;
 - 1 computer.

c) Financial Bid

I- Incomplete financial offer due to the absence of one of the following elements:

- The signed and stamped bid (see sample document 7.A);
- The Unit Price Schedule (UPS) compliant with the model (Document 6) indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
- The dated, signed and stamped Bill of Quantities (BOQ), indicating the amounts excluding VAT and including taxes;
- The breakdown of quantified unit prices initialled on all pages (see Document 9.11 model);
- A quantified unit price in the financial bid.

II- Omission of a quantified unit price in the financial offer

d) False declaration, forged or unauthentic documents.

e) Bidding with another contractor's COLEPS login key.

f) Non-compliance with the file format for the bids submitted online.

15.2 - Essential Criteria

The technical offers shall be evaluated on the basis of the following essential criteria:

- Qualification of experts assigned to the operation out of **60 points**;
- Experience of the consulting firm out of **25 points**;
- Technical resources and equipment out of **15 points**.

The minimum technical score shall be **70 points/100**

16. Contract Award

The contract shall be awarded to the tenderer presenting the lowest bid and meeting the relevant financial, technical and administrative requirements.

17. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days, with effect from the initial date of tender submission.

18. Further Information

Additional information may be obtained in the Project Owner's services during working hours at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the Ministry of Public Works headquarters, located at ETOUDI, in the new administrative centre, Tel.: 222 22 92 34, or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

19. Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

20. **Fight Against Corruption and Malpractice**

To report corrupt practices, facts or acts, or any other malpractice, please contact CONAC, by dialling 1517, or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, ~~13~~ AVR 2026

The image shows an official circular seal of the Ministry of the Presidency of the Republic of Cameroon. The seal features the national emblem of Cameroon in the center, surrounded by the text 'REPUBLIC OF CAMEROON' at the top and 'LE MINISTRE DE LA PRESIDENTE DE LA REPUBLIQUE' at the bottom. Overlaid on the seal is a handwritten signature in black ink.

Emmanuel NGANOU D.